



Toutes et tous ensemble

Contre la réforme des retraites

Et contre l'extrême droite !

Nous sommes à nouveau dans la rue pour exprimer notre refus de la réforme des retraites, brutale, injuste et injustifiée, que Macron nous impose avec un mépris antidémocratique de la volonté populaire.

VISA 66 (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), qui regroupe plusieurs syndicats de notre département, tient également à mettre en garde : Non, le Rassemblement national (RN), qui voudrait nous faire croire être aux côtés des salarié-es et des classes populaires, ne défend pas nos retraites ! ***C'est une nouvelle imposture sociale de l'extrême droite qui, en vérité, est aux côtés des possédants.***

L'extrême droite : contre la retraite à 60 ans pour toutes et tous

Le RN, qui a changé plusieurs fois de position sur les retraites, a abandonné la revendication de la retraite à 60 ans pour toutes et tous.

Aujourd'hui, le RN prône – tout comme Macron – un système progressif de retraites. Ce qui conduirait certain-es ayant commencé tard à travailler à ne pouvoir partir en retraite qu'à... 67 ans ! Aucune proposition concernant la pénibilité. Par contre, tout comme Macron, le RN s'oppose à la taxation des bénéfices et des grandes fortunes et à un SMIC permettant de vivre correctement ; il réclame lui aussi la baisse des cotisations patronales, c'est-à-dire qu'il nous vole notre salaire socialisé, celui qui, précisément, servent à financer la protection sociale et les retraites !

L'extrême droite : pour diviser notre camp social et notre mobilisation

Le RN se dit contre la réforme des retraites mais, comme le reste de l'extrême droite, il a toujours dénoncé les grèves, les mobilisations

sociales et les syndicats – qui, depuis janvier, organisent le combat en défense des retraites – les accusant de vouloir « bloquer pays » et appelant au « retour de l'autorité ». Encore plus de répression policière et d'atteintes aux droits démocratiques

L'extrême droite veut rétablir la soi-disant « paix sociale » en brisant notre mobilisation et notre unité. La cause de tous nos maux, ce serait l'immigration et non pas le système capitaliste au service d'une poignée d'actionnaires ultrariches. La « priorité nationale » est une supercherie raciste qui frappe les étranger-es, nous divise et mine notre combat commun.

« On a tout essayé. Alors, pourquoi pas essayer Le Pen ou Zemmour ? »

Une petite phrase trop souvent entendue ! Mais « on » a déjà « essayé » l'extrême droite au pouvoir en France : les années sombres du vichysme ! Et nos voisins italiens sont en train de l'« essayer » : le gouvernement dirigé par l'extrême droite vient même de choisir le 1^{er} mai pour annoncer la suppression d'aides sociales aux plus pauvres, des exonérations de cotisations patronales, des mesures multipliant les contrats précaires...

Nous ne nous laisserons pas tromper ! Non, quelles que soient ses variantes (depuis Le Pen et Zemmour jusqu'aux nervis ouvertement fascistes), l'extrême droite aujourd'hui comme hier n'est pas une alliée des travailleurs et travailleuses. Sa politique et son idéologie – antisociales, sexistes, racistes – sont au antipodes des valeurs de solidarité, de justice et d'émancipation sociales que défendent nos organisations syndicales et qui sont au cœur de nos mobilisations actuelles ■

L'escroquerie sociale de l'extrême droite ?

La preuve par l'Assemblée nationale !

Les prétentions du Rassemblement national (RN) à défendre les retraites ne sont que pure démagogie pour tromper les travailleurs et les travailleuses. Tout comme l'ensemble des propositions soi-disant « sociales » du RN. Ce que démontrent les votes de leurs élu·es à l'Assemblée nationale. En aucun cas ils et elles ne défendent un partage des richesses et un modèle social plus juste en faveur des classes populaires.

Pour preuve, ci-dessous un petit échantillon des premiers votes de leurs 89 député·es à l'Assemblée nationale, dont les quatre des Pyrénées-Orientales :

- Contre l'augmentation du SMIC à 1500€
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre le blocage des prix de première nécessité
- Contre l'encadrement des salaires
- Contre un milliard d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes
- Contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre l'augmentation du budget des universités
- Contre la revalorisation des bourses des étudiant·e·s
- Contre la revalorisation des salaires des fonctionnaires de 10%
- Contre la revalorisation des petites retraites
- Abstention au rétablissement de l'ISF (l'impôt sur la fortune supprimé par Macron)
- Contre la taxe sur les superprofits
- Pour la fin des droits au chômage après abandon de poste
- Pour l'arrêt des allocations chômage pour qui refuse un CDI à la fin de son CDD
- Pour limiter le droit de vote des travailleur·ses précaires aux élections professionnelles



Pour contacter VISA 66 : vigilancesyndicaleantifa66@yahoo.com